



Alternatives !

Face à l'invasion marchande de toutes les sphères de l'activité humaine, il est urgent d'inventer des formes de résistance, diversifiées et complémentaires.

Attac a confirmé, dans son dernier rapport d'orientation, sa volonté de s'engager dans des expériences de transition au sein de ces luttes contre les dérives du capitalisme financiarisé. Cette stratégie converge avec celle de mouvements proches qui se sont investis dans la mise en œuvre de projets reconfigurant ici et maintenant les formes de nos pratiques quotidiennes, notamment dans la finance (solidaire), la souveraineté alimentaire (avec les AMAP), les énergies renouvelables, la démocratie ou encore les modes de vie (au travers notamment de la ZAD de NDDL).

Ainsi, les expériences proposées dans ce dossier relèvent d'une même logique : résister et créer. Des militant.e.s et des comités locaux sont déjà à l'œuvre ; on espère que beaucoup d'autres y trouveront une source d'inspiration.

numéro 111 octobre 2017



Les alternatives dans une perspective altermondialiste

Que nous montrent les Indignés, *Occupy*, le Mouvement des Places, Nuit debout, les Zadistes de Notre-Dame-des-Landes, les mouvements citoyens, ou encore l'engagement de la CGT auprès de *Scop-Ti* (ex-*Fralib*) ou des glaces *La Belle Aude* à Carcassonne ? Certes, que la place de la / du citoyen.ne dans notre "démocratie" représentative est sujette à caution. Peut-on même encore parler de citoyen.ne ou de démocratie ? Si Attac "vise à reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière", c'est bien que la question se pose avec acuité. Mais pas seulement. C'est un besoin de passer de la verticalité à plus d'horizontalité, d'une structuration pyramidale vers une organisation en réseau, d'un modèle étatique à un espace de coopération et d'association. Après un XX^e siècle dominé à gauche par la vision verticale, le XXI^e débute sur une revendication d'horizontalité (à Nuit debout, par exemple, la parole de deux personnes a la même valeur), annoncée par 1968, puis l'altermondialisme (tous les réseaux par exemple ont le même poids au sein du Forum social mondial - FSM), et quelque part renoue avec la fin du XIX^e.

Rechercher la coopération

On peut en effet considérer que l'organisation des citoyen.ne.s pour prendre en main leur destinée trouve son origine quand les travailleurs des grandes entreprises, qui ne leur procurent aucune forme de protection sociale, décident de mutualiser des moyens leur permettant, grâce au principe de solidarité, de pallier les aléas de la vie (sociétés de secours mutuel, d'associations ouvrières de production ou de consommation), malgré l'interdiction décrétée par la loi Le Chapelier en 1791. La charte de la mutualité date de 1898, le droit d'association est reconnu en 1901. Par la suite, toute une série de lois vont encadrer des activités fondées sur les principes suivants : libre adhésion, gouvernance démo-



cratique, autonomie par rapport à l'Etat, a-capitalisme ou lucrativité limitée, formation et conscientisation des adhérent.e.s, inter-coopération et utilité collective. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Conseil national de la Résistance, en créant le système social garanti par l'Etat, valide le principe de solidarité entre tous les citoyens. A partir des années 80, une nouvelle vague de mobilisation citoyenne se met en place pour faire face aux situations de carence induites par la compétition internationale, la dérégulation financière préconisée par l'école de Chicago. En France, elle fait suite à la révolution culturelle de 1968 introduisant le principe de gestion collective de l'outil de travail (LIP), de mobilisation citoyenne pour faire reculer des décisions politiques impactant des territoires (Larzac) ou mettant en cause le futur de la planète (Fessenheim, Plogoff, Golfech...). On parle alors "d'économie alternative et solidaire"¹.

A l'encontre des principes du système d'organisation capitaliste et patriarcal, il s'agit de rechercher la coopération et non la compétition des agents économiques, la distribution équitable des produits de l'activité contre l'accumulation au sein de fortunes privées, le droit de participation des travailleurs aux décisions qui les concernent contre le diktat des actionnaires, l'égalité d'accès aux biens de première nécessité pour tou.te.s quand le capitalisme repose sur l'exploitation des personnes. Plus récemment, la question écolo-



© Nathalie Crubézy – Collectif à-vif(s) – Ferme de Bellevue

gique s'est invitée à son tour pour devenir un élément pivot, notamment dans les domaines de l'énergie, de la consommation responsable, des transports "doux". Les alternatives concrètes représentent un contre-exemple au modèle fondé sur l'hyper-richesse des un.e.s et l'hyper-pauvreté des autres, cherchant à démontrer qu'il est possible d'organiser une société dans laquelle une vie décente est assurée à chacun.e, tout en préservant les ressources de la planète par un principe de sobriété des consommations et l'utilisation de méthodes garantissant la reproduction de la ressource.

Redonner du sens politique au quotidien

Attac a affirmé dans son dernier rapport d'orientation, à côté de la décision de dépasser le capitalisme et le patriarcat, sa volonté de s'engager dans des expériences de transition. Dans sa charte, le FSM se détermine comme un "processus permanent de recherche et d'élaboration d'alternatives". S'il ne s'agit pas de devenir un nouveau réseau de la transition ou un Alternatiba bis, pas plus qu'Attac ou l'altermondialisme ne sont devenus Greenpeace ou France Nature Environnement en s'intéressant à l'écologie, il est question d'inscrire, après l'écologie, les alternatives dans une perspective altermondialiste.

Par elles, les citoyen.ne.s se réapproprient les questions qui les concernent, interrogent leur façon de consommer, de produire, voire la place que consommation et

production ont dans leur vie, et plus généralement leur mode de vie. Elles sont une manière de redonner du sens politique aux gestes quotidiens, d'avoir des pratiques où le pouvoir sur son existence n'est plus délégué mais partagé, de construire des expériences de démocratie directe, d'autogestion... et au final de reconquérir pratiquement ces "espaces perdus par la démocratie".

Elles participent donc bien à la construction d'un autre monde, que certains posent d'emblée "en-dehors du capital", ou d'autres comme de petits trous que l'on creuse au sein du capitalisme (Jacques Rancière). Leur développement n'est pas à considérer comme un réformisme social de celui-ci, mais comme une voie que l'on explore ici et maintenant afin de construire dans la résistance cette société radicalement nouvelle, dans la perspective d'une prise de pouvoir ultérieure qui puisse enfin tenir ses promesses. Elles ont de ce fait toute leur place au cœur du projet altermondialiste. Il est même à craindre que sans alternatives, l'altermondialisme ne reste qu'un vœu pieux.

Josette Combes et Hervé Roussel-Dessartre

¹ La création du REAS (réseau d'économie alternative et solidaire) date de 1992. Les structures qui le composent sont à l'origine de l'IRES (inter-réseau de l'économie solidaire) qui se formalisera en 2002 avec le MES (Mouvement pour l'économie solidaire)





Qu'est-ce que la finance sociale et solidaire ?

Entretien avec Jason Nardi

Représentant de Solidarius Italia dans le RIPESS Europe¹, militant pour la justice sociale et les droits de communication, Jason Nardi est formateur sur les questions de la finance éthique, de l'économie solidaire et du commerce équitable. Il est aussi membre du Conseil international du Forum social mondial, coordinateur de la coalition italienne Social Watch.

Qu'est-ce que la finance sociale et solidaire (FSS)² ? Quel est son rôle pour lutter contre la financiarisation outrancière de l'économie ?

Alors que ses racines dans l'économie populaire, mutualiste et coopérative, ont plus d'un siècle en Europe, l'ESS³ s'est développée dans le monde entier d'une manière plus cohérente au cours des 30 dernières années. Pour cela, elle a besoin d'une assise financière alternative, indépendante du marché et de l'économie de la dette.

Pour l'Institut de recherche des Nations-unies pour le développement social (UNRISD), la FSS concerne les mécanismes financiers dans lesquels les personnes gèrent leurs ressources selon des principes d'auto-organisation, de solidarité et de confiance mutuelle. Elle "comprend les activités bancaires éthiques, les coopératives financières, les banques de développement communautaire, la micro-finance solidaire, les monnaies complémentaires et crypto-monnaies, les mécanismes d'épargne communautaire [...], le budget participatif, le socio-financement, les contrats d'impact social⁴..." Toutefois, certaines de ces formes doivent être questionnées (investissement d'impact, crypto-monnaies...).

Citons aussi les Fonds de solidarité rotatifs, les systèmes de pré-financement, les monnaies sociales et complémentaires (*Chiemgauer* en Allemagne, *SOL-Violette* en France, *Palmas* au Brésil), les systèmes d'échange locaux (SEL) ou les fonds de développement de l'ESS (Fiducie du Chantier de l'économie sociale au Québec).

A titre d'exemple, pouvez-vous nous parler de Banca Etica ?

Banca Etica est la première institution de finance éthique en Italie. Les épargnants et les entreprises, en attente d'une gestion transparente et plus responsable, répondent à des initiatives économiques inspirées des valeurs de l'ESS. Dans les années 90, les MAG (associations mutuelles d'autogestion, qui levaient déjà des fonds pour financer des projets locaux socialement orientés) doivent réviser leur organisation en raison de nouvelles règles juridiques. Le mouvement, associé à 21 organisations à but non lucratif, fonde en décembre 1994 une association en vue de créer une banque éthique. Elle devient en juin 95 une société coopérative qui doit pouvoir recueillir 6,5 millions d'euros, minimum nécessaire pour devenir une banque populaire selon la loi italienne. Fin 1998, *Banca Popolare Etica* obtient, pour la première fois pour une banque éthique, l'autorisation de fonctionner. En 1999, elle ouvre sa première succursale à Padoue. Aujourd'hui elle compte plus de 40 000 membres, 1 300 millions d'euros d'épargne et 1 000 millions d'euros en crédits actifs.

Elle cherche à réformer les valeurs et pratiques de la finance. Si elle est certes moins "radicale" que d'autres expériences qui veulent créer un système parallèle, le réseau implique cependant de nombreux membres au sein de plus de soixante Groupes d'initiative territoriale (GIT) en Italie et en Espagne. Ces GIT participent aux activités de promotion, d'éducation et de surveillance. Ils peuvent aussi proposer des projets, contribuer à la décision de financement, à la gouvernance de la banque et à ses choix stratégiques.

Pour faire face au risque de crise de croissance qui pourrait modifier le projet initial, diluer les valeurs et les pratiques, voire permettre une récupération par le système spéculatif, il est impératif de respecter un des principes de l'économie solidaire : une limite quant à la taille, au-delà de laquelle une entreprise doit se diviser ou aider à la création d'autres entreprises similaires.

Existe-t-il des tentatives de regroupement des banques éthiques ?

Au niveau mondial, le GABV – *Global Alliance for Banking on Values* – réunit depuis 2005 43 institutions financières qui servent plus de 41 millions de clients, gèrent jusqu'à 127 milliards de dollars américains d'actifs combinés, et sont soutenues par plus de 48 000 travailleurs et/ou coopérateurs. Même responsables ou engagées dans le développement "durable", il est toutefois impossible d'affirmer qu'elles sont toutes "éthiques".

La Fédération européenne de la finance et des banques éthiques et alternatives (FEBEA), fondée à Bruxelles en 2001 par le Crédit coopératif, la Nef et la Caisse solidaire du Nord-Pas-de-Calais pour la France, le Crédal et *Hefboom* pour la Belgique, *Banca Etica* pour l'Italie, la TISE pour la Pologne,

rassemble 29 institutions financières de dix-sept pays afin de promouvoir le développement d'une société juste, solidaire et durable dans l'espace européen. Elle représente ses membres auprès des institutions de l'Union européenne et d'autres organisations. Elle s'appuie sur une coopérative financière abondée par ses membres, la SEFEA, qui décide au cas par cas des projets à financer. D'autres outils offrant des services financiers aux intermédiaires telles les institutions de micro-finance, les banques coopératives ou les associations mutuelles sont mis en place dans des secteurs identifiés comme clés ou dans des régions où la FSS gagnerait à être développée. Par exemple, CoopEst, créée en 2006 afin de promouvoir le développement social et économique en Europe centrale et orientale ; son portefeuille est d'environ 40 millions d'euros. CoopMed, elle, finance dans la région méditerranéenne des petites et moyennes entreprises qui ont peu ou pas accès au système bancaire traditionnel. En France, Choix Solidaire (Sicav gérée par le Crédit coopératif) investit de 5 à 10 % de son portefeuille dans le développement d'entreprises solidaires non cotées, françaises ou européennes.

Enfin, la tentative jusqu'en 2010 de créer une banque éthique européenne, entre *a minima* Banca Etica (Italie), FIARE (Espagne) et la Nef (France), n'a pas abouti faute de capacité à gérer un système complexe à un tel niveau. Toutefois un accord avec FIARE a permis à Banca Etica de devenir de fait italo-espagnole.

Attac affirme qu'un autre monde est possible. En quoi la FSS peut-elle participer à cette ambition ?

Il ne sert à rien de critiquer le système et d'invoquer un changement si nous ne changeons pas en même temps notre façon de gérer la finance. C'est pour cela que les acteurs de la FSS sont essentiels pour le développement d'un autre monde... Mais notre défi le plus urgent est de mettre en place une réelle collaboration systémique entre l'ESS et la FSS qui aille au delà d'un rapport économique, et qui permette de construire un mouvement politique pour édifier une autre société. Il faut donc renforcer, multiplier les institutions alternatives, et soutenir des campagnes comme *MoveYourMoney* ("Déplacez votre argent") qui encouragent les gens à transférer leurs comptes vers des dispositifs éthiques. Pour contrer les banques traditionnelles, on peut aussi imaginer des formes d'incitation, comme un label international, qui permettraient de valoriser l'aspect durable et solidaire des projets soutenus. C'est grâce à une masse critique incluant les jeunes, les migrants, les innovateurs sociaux... qu'un autre système économique et financier se consolidera. Ce n'est plus une option, c'est un impératif et une urgence.

**Propos recueillis par Josette Combes
et Hervé Roussel-Dessartre**

1 Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire - Europe : www.ripess.eu

2 Ce terme est plutôt connu en France sous l'intitulé "finance solidaire"

3 Economie sociale et solidaire

4 Contribution au document de préparation de la 3ème conférence sur la Finance pour le Développement (Addis Abeba, juillet 2015)

De quelles banques alternatives avons-nous besoin ?

Les banques ont des fonctions qui relèvent du bien commun en fournissant les moyens de paiement des particuliers et des entreprises, ainsi qu'en assurant le financement de leurs projets : c'est en attribuant des crédits au-delà de leurs fonds propres que les banques créent l'essentiel de la monnaie circulant dans l'économie. Elles devraient donc être gérées en fonction de l'intérêt général. Or l'immense majorité des banques ne prennent en compte que la rentabilité financière, et peuvent, par leurs activités spéculatives, déséquilibrer l'économie.

Les banques coopératives ou mutualistes qui ont à l'origine un objectif d'intérêt général peuvent constituer une alternative aux banques capitalistes, à condition qu'elles restent des réseaux de banques de détail, de taille limitée et centrées sur le financement d'activités locales, leur fusion dans de grosses structures a par contre eu tendance à générer des pratiques similaires aux grands groupes bancaires à but lucratif. Tel est le cas de BPCE (Banques Populaires et Caisses d'Epargne) qui a créé Natixis impliqué dans la crise financière des subprimes, ou bien de Crédit Agricole SA, coté en bourse.

Une autre condition importante est de préserver la participation active des membres mutualistes. Au fil du temps la dégradation de leur implication dans la démocratie interne laisse trop de pouvoir aux équipes de direction qui peuvent alors privilégier leurs intérêts personnels ou réorienter la politique de la banque vers des activités plus lucratives mais risquées. Intégrer dans la gestion des banques d'autres acteurs plus impliqués assurerait, par leur pluralité, un meilleur respect de l'intérêt commun. Attac propose que les banques existantes en situation de faillite soient socialisées, au travers de leur reprise sous le statut de société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) qui permettrait qu'elles soient l'objet d'un contrôle social effectif grâce à une direction par les usagers, les syndicats et les pouvoirs publics. Le pouvoir décisionnel ne dépend pas uniquement de la nature de la propriété – privée, collective ou publique –, mais également du rôle et du fonctionnement des instances de décision.

Un dernier aspect important rarement respecté est la transparence des activités financées qui permet de juger des orientations éthiques de la banque. Ainsi le Crédit coopératif est traditionnellement la banque de l'économie sociale et solidaire, mais seule la NEF publie la liste des projets soutenus qui doivent avoir une utilité sociale, écologique ou culturelle. Par ailleurs, seuls les fonds des Livrets A et des livrets de développement durable sont fléchés, à 50 % vers le logement social pour les premiers et vers les travaux d'économie d'énergie pour les seconds.

Colette Boudou, Thierry Brugvin

NDDL en construction permanente, sauf l'aéroport

Certes, Notre-Dame-des-Landes (NDDL), c'est d'abord une lutte de paysans.ne.s pour sauver leur outil de travail, c'est une lutte écologique pour sauver un espace de biodiversité (la fameuse zone humide et ses tritons crêtés), une lutte contre l'aéroport, ce "grand projet inutile et imposé", une lutte dans la rue, dans une version plus ou moins libertaire, sur les 4 voies ou... dans le bocage comme lors de l'opération César en 2012. C'est ce qui nous vient à l'esprit quand on évoque ce lieu. Mais c'est aussi une occupation des terres et des bâtiments expropriés, des pratiques alternatives aussi bien en termes de production, d'échange que d'organisation de la décision et du vivre en commun.

Depuis plusieurs années, beaucoup de choses se construisent de manière souvent créative du côté des habitant.e.s de la ZAD¹ : maisons en bois (et non "cabanes"), éoliennes, hangars, vigie, production céréalière, moulin, pain, maraîchage, élevage, fromage, sans oublier le remarquable "non-marché" où les produits s'échangent sans prix, voire sans argent. La construction d'un phare et l'ouverture d'une nouvelle bibliothèque à la Rolandière ont été fêtées le 1er avril 2017. "Un phare pour nous accueillir et nous avertir des dangers à venir, une bibliothèque pour permettre à nos imaginaires de dériver par-delà la terre ferme" disait le texte d'appel. Chacun.e était invité.e à venir avec une flamme, car "ensemble nous alimenterons un feu commun, pour faire couler le projet d'aéroport et construire de nouveaux horizons sur la ZAD".

Ces nouveaux horizons s'organisent notamment autour des collectifs de vie. Les habitant.e.s se coordonnent aux moyens d'une réunion et d'une lettre d'information, toutes deux hebdomadaires, de pratiques et chantiers en commun, et... de beaucoup d'échanges informels. Les maîtres mots sont coopération, à l'image de cette CURCUMA (Coopérative d'usure, de réparation, de casse et d'utilisation du matériel agricole), ou autogestion, intégration de personnes en difficulté. Ils s'acceptent divers, ils s'essayent solidaires.

Les différends, voire les conflits, se gèrent par l'écoute, la négociation, le respect des règles posées et discutées ensemble. Et celles-ci n'excluent pas d'inviter fermement à partir celui ou celle qui se refuse à l'attitude constructive que cela suppose. S'il existe encore un interdit, il serait de cet ordre-là.

Le travail fructueux de coordination entre les différents collectifs et organisations d'opposants au projet, de cultures souvent distinctes, est à souligner lui aussi. Chacun.e a appris à défendre son point de vue tout en écoutant l'autre, chacun.e a appris à connaître l'autre au point qu'elles/ils peuvent plus facilement anticiper le cadre où la convergence est possible.

Plus généralement, les habitant.e.s de la ZAD sont dans l'état d'esprit de "tenter" car elles/ils ne prétendent pas avoir *la* solution, elles/ils savent simplement ce qu'elles/ils ne veulent pas : l'aéroport et son monde ; et plus encore : le monde de l'aéroport – elles/ils ne veulent pas collaborer à l'appareil de production, de consommation consumériste qu'est notre société et, pour la plupart, souhaitent se libérer du travail salarié.

Elles/ils construisent donc autre chose en avançant pas à pas. Elles/ils travaillent pour répondre aux besoins de leur vie, mais ne vivent pas pour travailler. Elles/ils construisent, élèvent des animaux, cultivent, cuisinent, s'occupent des enfants (une *Maison des enfants* a ainsi été mise en place) parce que leur vie le nécessite, et non parce qu'il y aurait une nécessité de travailler pour vivre. On n'est pas tant dans le "travailler autrement", que dans le "vivre autrement", à l'image de cette citation du Comité invisible (in *Maintenant*) : "la véritable question communiste n'est pas *comment produire ?* mais *comment vivre ?*".

Mais attention, ne nous y trompons pas, et ses habitant.e.s aiment à le rappeler, de ce tableau volontairement axé sur les pratiques quotidiennes, ne faisons pas de la zad un éco-village, il s'agit bien d'une zone en lutte, d'une zone de luttes.

Hervé Roussel-Dessartre

¹ "Zone d'aménagement différé" devenu, sous l'impulsion militante, "Zone à défendre"

De l'importance de l'initiative concrète pour s'engager

Suite à différents ateliers tenus lors des dernières Conférences nationales des Comités locaux (CNCL), la commission Alternatives a dressé un premier tableau, non exhaustif, des nombreuses initiatives locales auxquelles des comités locaux (CL) ont participé et/ou participent encore, voire ont eux-mêmes lancé. Ce recensement cherche à favoriser une mutualisation des pratiques pour inciter aux échanges entre CL.

Au-delà de la diffusion d'informations sur telles ou telles pratiques, ce qui en soi est déjà important, nous pensons qu'Attac est là aussi pour promouvoir l'idée d'une émancipation citoyenne à travers elles et démontrer qu'un autre monde se construit au quotidien, en rendant concret un possible dépassement du capitalisme. Un militant altermondialiste – ou mieux, un CL – s'y engagera, participera à leur mise en œuvre puis à leur développement, fort de ce cap à tenir ; il s'attachera aussi à promouvoir un fonctionnement démocratique et participatif, si possible dès la rédaction éventuelle de statuts, et veillera à son maintien dans la durée. Car il ne faut pas oublier que la plupart des alternatives doivent se développer dans le contexte d'un marché néo-libéral qui leur donne une double contrainte : garder le cap politique et survivre économiquement. Par une présence active et bienveillante, les militants altermondialistes peuvent ainsi jouer le rôle de "gardien du temple" politique.

Par ailleurs, une telle démarche, qui participe concrètement et localement aux processus de transition écologique et sociale pour lesquels nous militons, permet de porter nos analyses auprès d'autres publics et de prolonger notre démarche d'éducation populaire. Il est aussi possible de mettre en perspective différentes initiatives locales en leur donnant un sens politique dans un contexte à la fois local et global, permettant ainsi de sortir du "sentiment d'impuissance". C'est l'occasion de montrer et démontrer qu'il existe des analyses autres que celles incarnées dans la "pensée unique" et relayées par les média dominants. Cette utilisation à des fins concrètes et visibles de notre expertise permet de la diffuser, de la rendre crédible aux yeux des citoyen.ne.s moins averti.e.s, et de décupler ainsi les énergies.

Brigitte Finas

De l'importance des convergences entre les mouvements sociaux

Alors que les enjeux planétaires sont de plus en plus inquiétants (urgence climatique, délitement des sociétés en prise à des épisodes de violence, inégalités croissantes entre ceux qui n'ont rien et ceux qui possèdent la richesse), les mouvements sociaux s'organisent et cherchent à réunir leurs forces pour peser sur le destin d'une humanité menacée de fléaux irréversibles si l'espèce humaine ne réagit pas. C'est l'analyse de cette impasse qui a invité la société civile à s'organiser, engendrant des mouvements sociaux qui se réunissent au sein de diverses assemblées dont la plus emblématique est le Forum social mondial.

Ainsi Attac, qui s'est fondée au départ sur la lutte contre la financiarisation de l'économie et le souci de vulgariser l'idée de taxation des flux financiers, a très vite orienté ses combats dans de multiples directions (le droit des femmes, l'écologie, dont le combat anti-nucléaire, les grands projets inutiles, etc.). Elle a de ce fait travaillé avec d'autres mouvements pour instaurer des renforcements mutuels.

Dernièrement, sa participation active à Alternatiba, son implication dans le Collectif pour la transition citoyenne, ses liens avec le Mouvement de l'économie solidaire ou avec le Mouvement des communs via sa commission Alternatives, sont autant de supports de convergence qui ont deux fonctions essentielles : élargir les publics engagés dans les luttes et les actions de résistance et féconder par croisement d'analyses et de concepts le corpus d'idées et d'initiatives servant à nourrir l'action des militants. L'objectif est bien d'établir un fonctionnement social et économique juste et viable au regard des connaissances actuelles sur les limites des ressources naturelles et sur les dangers encourus par l'espèce humaine si rien n'est fait.

Ces temps de "convergence" – venir de lieux différents vers un point commun – permettent à la fois la démonstration d'une résistance commune et l'élaboration de stratégies collectives pour faire entendre un autre discours que celui des médias conciliants, voire porte-parole du système, mais surtout et avant tout l'incarnation dans la pratique quotidienne d'une autre façon d'habiter le monde.

Josette Combes

Les lieux des alternatives

Les alternatives locales témoignent de la nécessité et du désir de s'engager dans des expériences et des résistances qui sont à notre portée. Trop longtemps, ces initiatives ont été dévaluées au nom de l'universel car elles ne seraient pas à la hauteur des grands défis à affronter. Précisément, cette dévaluation de l'expérience directe, concrète, a permis et permet toujours aux ravages de tous ordres d'être perpétrés. Elle a signifié le sacrifice du présent au nom des promesses de l'avenir. Au contraire, la floraison des alternatives est une manière collective d'habiter la Terre, de faire monde en tissant des relations, de se sentir partie prenante d'une histoire.

Nous savons cependant que les transformations nécessaires pour faire valoir la vie sous toutes ses formes, la vie digne, la justice, la solidarité, un lien retrouvé avec la Terre, requièrent des mobilisations à d'autres échelles. Elles supposent la mise en relation des différentes dimensions de la "crise" globale, qui à bien des égards s'apparente à l'effondrement d'un modèle épuisé et porteur de destructions massives. Nous sommes conscient.e.s de cette complexité et des interdépendances qui caractérisent notre monde et les écosystèmes. C'est le sens d'une approche systémique.

Des expériences de pensée et d'action, nées dans des parties différentes du monde, se posent comme alternatives au capitalisme, à l'anthropocentrisme, à la prédation et l'appropriation des richesses, au patriarcat, à la globalisation. Ces alternatives systémiques naissent de la diversité de ces approches et de visions alternatives, comme le *Buen Vivir*, les Droits de la Terre, les Communs, la décroissance, l'écoféminisme, la démondialisation. Ces visions, et d'autres encore, sont en construction. Loin de s'opposer, elles sont complémentaires et traduisent la diversité des mondes en gestation et la complexité des défis auxquels nous sommes confronté.e.s.

Au lieu de différencier le local et le global et de chercher leur relation, ou parfois même de considérer le local comme simple déclinaison et parcelle d'un monde global, il s'agit de promouvoir des alternatives qui s'inscrivent dans une approche systémique, ceci à toutes les échelles des sociétés. "L'universel, c'est le local moins les murs" écrivait Miguel Torga.

Geneviève Azam

[pour aller plus loin](#)

quelques publications :

**Le Monde qui émerge
Les alternatives qui peuvent
tout changer**
Attac, Les liens qui libèrent, 2017

**Petit manuel de la transition.
Pour toutes celles et ceux
qui aimeraient mais doutent
qu'un autre monde soit possible**
Attac, Les liens qui libèrent,
2nde édition, 2016

**Manifeste pour une véritable
économie collaborative
Vers une société des communs**
Michel Bauwens & Vasilis Kostakis
Editions Charles Léopold Mayer, 2017

**L'Economie sociale et solidaire
Pratiques, théories, débats**
Jean-Louis Laville, Seuil,
Points Economie, 2016

**Un Million de révolutions tranquilles
Comment les citoyens changent
le monde**
Bénédicte Manier
Les liens qui libèrent, 2nde édition, 2016

**Les Défricheurs. Voyage dans
la France qui innove vraiment.**
Eric Dupin
La Découverte, 2014

Le Tour de France des alternatives
Emmanuel Daniel
Seuil/Reporterre, 2014

quelques sites :

Attac et les alternatives :
www.spirale.attac.org

Recensement d'alternatives
en plusieurs langues :
www.socioeco.org

Le réseau européen d'économie
solidaire : www.ripest.eu

Le Mouvement pour l'économie soli-
daire : www.le-mes.org

Quelques exemples sur :
[www.transitioncitoyenne.org/
les-membres/](http://www.transitioncitoyenne.org/les-membres/)

Une autre vision, la zad de NDDL :
<https://zad.nadir.org/>

Coup de cœur : L'université des va-nus
pieds : [https://www.ted.com/talks/
bunker_roy?language=fr](https://www.ted.com/talks/bunker_roy?language=fr)

AVIS

vous pouvez commander
des exemplaires de ce dossier
par lots de 25 exemplaires
en envoyant un courriel à
materiel-militant@attac.org
(seuls les frais de port
seront à votre charge)

Attac
association pour la taxation
des transactions financières
et pour l'action citoyenne
est un mouvement
d'éducation populaire
tourné vers l'action.
Attac se mobilise
contre l'hégémonie
de la finance
et la marchandisation
du monde,
pour des alternatives
sociales, écologiques
et démocratiques

dossier coordonné par
la commission Alternatives
d'Attac

ont contribué
Geneviève Azam
Colette Boudou
Thierry Brugvin
Josette Combes
Brigitte Finas
Jason Nardi
Anne Peissik-Lemery
Hervé Roussel-Dessartre
maquette
Stéphane Dupont
illustration
Charlotte Planche
François Feer (p.3)
photographie couverture
Nathalie Crubézy
Collectif à-vif(s)
impression
Ça va print

Attac France
21 ter rue Voltaire
75011 Paris
01 56 06 43 60
attacfr@attac.org

